

Le pouvoir aux travailleurs

06 AVRI 1997

N° 44

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- CARENA : A TRAVERS LA FERMETE DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT, UNE MISE EN GARDE A TOUS LES TRAVAILLEURS	2 - 6
- COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS DE LA SOGB	7
- LUTTER CONTRE LA TUBERCULOSE, C'EST LUTTER D'ABORD CONTRE LE CAPITALISME	8
- DEPENSE POUR L'OPIUM DU PEUPLE	9 - 10
- POUR LES RICHES, LA VIE D'UN PAUVRE N'A PAS DE VALEUR ...	10
- MOBUTU-KABILA BLANC BONNET BONNET BLANC	11 - 13
- IL Y A 50 ANS, L'INSURRECTION MALGACHE	13 - 15

CARENA :
A TRAVERS LA FERMETE DU PATRONAT
ET DU GOUVERNEMENT,
UNE MISE EN GARDE
A TOUS LES TRAVAILLEURS

La CARENA a été fondée en 1953, pendant la colonisation. C'est une filiale de ACH (Atelier et Chantier du Havre) et de SDV Bolloré. Une grève a éclaté dans cette entreprise le 5 mars. Aujourd'hui, un mois après, les travailleurs sont toujours en grève.

Contrairement aux affirmations écrites dans le journal la Voie du 20 mars, Carena n'est pas "la dernière entreprise sur la terre d'Eburnie à ne pas vouloir reléguer aux calendes grecques les méthodes discriminatoires de l'époque coloniale". Les ouvriers, eux, savent que la grande majorité des travailleurs de ce pays, partagent justement le même sort que ceux de la Carena. Et c'est là une des principales raisons pour lesquelles patronat et gouvernement refusent de satisfaire, même en partie, les revendications des travailleurs, de peur de donner de "mauvaises" idées aux travailleurs des autres entreprises.

Le même article de "la Voie" écrit: "Salaire de misère pour les Noirs, sursalaire pour les blancs... Une direction générale nostalgique de ces temps anciens où l'Africain que telle une bête de somme, travaillait pour enrichir le Blanc".

Oui, les pratiques discriminatoires sont révoltantes. Mais est-ce que les "salaires de misère pour les Noirs" sont plus acceptables lorsque le patron des travailleurs est un exploiteur noir ? Travailler "telle une bête de somme" non plus pour enrichir le Blanc mais pour enrichir un Noir est certainement mieux pour l'exploiteur Noir qui a pris la place du Blanc (ou qui en est l'homme de paille comme c'est souvent le cas). Mais où est la différence pour les ouvrières et les ouvriers qu'on fait travailler comme des bêtes de somme ? Là-dessus, "La Voie" se tait.

Si "La Voie" voulait que l'on puisse croire en sa sincérité, elle aurait dû dire clairement qu'elle est partisane de ce qu'on aligne les salaires des travailleurs noirs sur les "sursalaires" les plus élevés des Blancs. Ce serait, en effet, la meilleure façon de mettre fin aux discriminations. Tout le monde pourrait y trouver son

compte - sauf les patrons. Mais en réalité, ce n'est pas aux patrons que "La Voie" en veut - quelle que soit la couleur de leur peau - mais aux salariés. Ceux à qui elle s'en prend, ce sont les Blancs qui touchent un "sursalaire" et qui, en conséquence, sont des salariés.

Courageuse mais pas téméraire, "La Voie" ne s'en prend pas à Bouygues ou à ses semblables, à ces grands capitalistes qui, eux, n'ont pas besoin de "sursalaires", car ils vivent de leurs profits qui représentent cent fois, mille fois plus que les "sursalaires" les plus élevés. Pour "La Voie", et pour les politiciens qui sont derrière, comme pour les politiciens qui sont au pouvoir, peu leur importe que les grands groupes capitalistes, français ou pas, continuent à s'enrichir sur le dos des exploités de ce pays.

La situation des travailleurs de la Carena:

Un ouvrier qui travaille à la Caréna depuis 1964 touche 300F de l'heure.

Un chaudronnier reçoit 80.000F.

Un titulaire d'un DUT touche 120.000F.

Fraternité-Matin du 27 mars avance même "de source sûre" que le salaire de base des ouvriers de la Carena tourne actuellement autour de 36.607F.

La Carena emploie aussi une cinquantaine de "sous-traitants". Ce qualificatif est là pour voiler le fait qu'une partie non négligeable des ouvriers travaillant à la Carena n'est pas déclarée à la CNPS, ne bénéficie d'aucun congé, etc, et est surtout corvéable à merci.

Les revendications des travailleurs

Les travailleurs demandent leur alignement sur le barème "construction et réparation navale" dont bénéficie le personnel expatrié, au lieu de "mécanique et industrie". La satisfaction de cette revendication devant automatiquement se répercuter sur le salaire qui est à la base du mécontentement.

Chronique des événements

Le 6 août, les travailleurs saisissent leur syndicat, le SYLICORENA (Syndicat libre de construction et réparation navale) affilié à la Centrale Dignité. Une lettre de revendication est envoyée à la direction de la Carena. Aucune réponse de la direction.

Un préavis de grève est déposé le 8 novembre pour une

grève le 18 novembre.

Entre-temps, l'inspection du travail intervient en promettant de trouver une solution à leurs revendications. Les travailleurs lèvent leur préavis de grève. Mais encore une fois, aucune réaction positive de la direction de Carena.

4 décembre 96, un nouveau préavis de grève est déposé. Cette fois-ci, les travailleurs se mettent en grève.

Une nouvelle rencontre est organisée. Cette fois-ci, avec la participation du gouvernement par l'entremise du service du ministère du travail de Atsain Achi et du Comité Indépendant Permanent de Conciliation (CIPC). Le mot "Indépendant" n'est là que pour mieux cacher le fait que le CIPC n'est rien d'autre qu'une "cellule" du "Conseil National du Patronat Ivoirien" (CNPI), c'est-à-dire du syndicat des patrons. Et le Secrétaire Général de cette cellule, Traoré Soungalo, qui a mené les négociations n'est autre que le président du dit syndicat.

Un protocole d'accord est signé par le DG de Carena qui reconnaît que l'entreprise fait bel et bien partie de la construction et réparation navale. Cambournac, le D.G. de Carena, signait d'autant plus volontiers ce protocole qu'il n'y avait rien de concret en faveur des travailleurs. Après la signature de ce protocole, le travail avait repris, sans que rien n'ait changé quant aux revendications des travailleurs. Ces derniers n'ont eu droit qu'à des promesses.

Le mois de janvier passe sans qu'aucune revendication ne soit satisfaite; aucune promesse tenue.

Les travailleurs déposent un nouveau préavis de grève le 27 janvier et menace de se remettre en grève le 26 février, si la direction campe sur sa position.

Le 25 février, la veille de l'ultimatum posé par les travailleurs, le D.G. propose une augmentation dérisoire de 2.000F par mois assortie d'une prime aussi dérisoire.

Les travailleurs disent non aux propositions bidons du patron et déposent un nouveau préavis de grève le 26 février où ils menacent de se remettre en grève illimitée le 5 mars si la direction n'entend pas satisfaire leurs revendications.

Une nouvelle rencontre a lieu le 3 mars avec la participation des représentants des travailleurs, du CIPC, du gouvernement et de la direction de Carena. Cette fois-ci, le patronat et le gouvernement, faisant naturellement cause commune avec le patron de Carena, durcissent le ton, en rejetant ouvertement toutes les revendications des

travailleurs. Cette fois-ci il est clair que le patronat et le gouvernement ont changé de politique, sinon de langage. Ils n'entendent pas donner gain de cause aux revendications des travailleurs.

C'est ainsi que le 5 mars va commencer une grève avec occupation et piquet de grève.

Aujourd'hui, un mois après, la grève continue toujours.

Dès le début de la grève la direction fait arrêter le service des cars de ramassage du personnel. Ce qui n'a pas empêché les travailleurs d'être présents tous les matins et d'occuper l'usine.

Le 10 mars, la direction fait évacuer le chantier de force, par la police qui va user de matraques et de gaz lacrymogène. Depuis cette date, la police a pris position à l'intérieur et les travailleurs à l'extérieur, devant l'entrée de l'usine.

Le 14 mars, la direction décide la réouverture de l'entreprise avec une forte présence policière, accompagnée de menace de renvoi de tous ceux qui ne reprennent pas le travail.

Le 24 mars, le président de CNPI décide de réunir lui-même les travailleurs et s'adresse directement à eux pour leur dire... "laisser tomber cette lutte et opter pour les primes de rendement"... "la Carena appartient au secteur industriel et non naval".

Hier le patronat reconnaissait qu'il y avait peut-être lieu de revoir l'appartenance des travailleurs à telle catégorie à la place de telle autre. Aujourd'hui, par la bouche de son représentant, il n'est même plus question de cela. C'est le refus en bloc de toutes les revendications.

Le lendemain, le 25 mars, la direction de Carena va provoquer les grévistes en tentant de faire pénétrer de force des contractuels, pour briser la grève. Les grévistes vont s'opposer à ce que d'autres travaillent à leur place.

C'était le coup d'envoi pour la police qui intervient faisant 3 blessés parmi les grévistes, dont un qui a reçu un gaz en pleine figure. Ce dernier a été évacué dans un centre hospitalier. Ce jour-là, les travailleurs ont été pourchassés par la police sur près d'un kilomètre.

A partir de cette date, le gouvernement renforce la contre-attaque. Il décrète la grève "illégal" et appelle à la "reprise du travail immédiate et sans condition".

Le 2 avril, le D.G. de Carena fait de la surenchère: "il n'est plus question de reprendre ni les délégués, ni les meneurs".

"Au regard de la loi, la direction de Caréna peut ordonner le licenciement de tous les grévistes", ajoute le directeur de cabinet du ministre de l'emploi.

L'inspection du travail est appelée à la rescousse pour constater "l'abandon de poste" et "confirmer rapidement le licenciement des délégués".

Si besoin était, le patronat s'est doté d'une loi N°95-15 du 12 janvier 1995 portant code du travail qui consacre la facilité de se débarrasser des délégués et des syndicalistes.

Pour le moment, plus de 250 travailleurs sont toujours en grève. Seuls l'encadrement, les sous-traitants et quelques contractuels ont repris du service. Les travailleurs sont déterminés à aller jusqu'au bout de la grève. L'un d'eux, pour montrer sa détermination a dit: "cela fait 27 ans que je travaille dans cette entreprise, sans qu'il n'y ait aucun changement dans mes conditions de travail. Qu'est-ce que je vais toucher pour ma retraite? Rien. Je préfère me sacrifier, pour qu'il y ait un changement".

La principale revendication des travailleurs de Carena se ramène à une revendication pour une augmentation générale des salaires. De ce fait, le patronat et le gouvernement estiment que cette revendication dépasse le cadre de la seule Carena. Les riches n'entendent pas créer de précédent en cédant à des revendications salariales. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement à la Caréna que le problème des bas salaires se pose mais il se pose à tous les travailleurs de ce pays. Et le patronat et le gouvernement savent qu'en cédant aux travailleurs de Caréna, ils risquent de céder du même coup à tous les travailleurs.

Les travailleurs de Carena peuvent espérer gagner la lutte sur la totalité de leurs revendications s'ils mènent une politique symétrique à celle du patron de Carena. Celui-ci a fait appel à l'ensemble du patronat et du gouvernement qui est à leur service, pour faire face aux revendications des travailleurs.

Les travailleurs de Carena ont, eux, intérêt à élargir leur grève. Ils doivent entraîner dans leur lutte les travailleurs des autres entreprises en avançant la même revendication pour tous: augmentation générale des salaires. Ils peuvent se faire entendre parce que tous les travailleurs sont aujourd'hui confrontés aux mêmes difficultés.

COUP DE COLERE DES TRAVAILLEURS DE LA SOGB

Du 24 au 26 mars dernier, les 5.000 travailleurs de la SOGB (Société de Grand-Béréby qui exploite l'hévéa) étaient en colère et ils ont tenu à le faire savoir à leur manière. Ainsi, ils ont séquestré pendant deux jours trois expatriés qui font partie de la direction et ils auraient aussi saccagé les domiciles de quelques cadres de cette société.

Selon leurs habitudes dans ce genre de cas, les autorités n'ont pas hésité à faire appel aux forces de l'ordre de pas moins de cinq villes de cette région pour neutraliser les grévistes.

Par leur grève, les travailleurs de la SOGB ont voulu simplement amener la direction à respecter ses propres engagements. En effet, lors de la privatisation de la SOGB l'année dernière, le DG de cette société avait fait un certain nombre de promesses aux travailleurs. Ces promesses d'ailleurs très modestes semblaient aller de soi, puisqu'il s'agissait d'augmenter un peu un salaire de misère pour 12 heures de travail par jour (de 4H du matin à 16H30)! A ce sujet, les grévistes eux-mêmes ont affirmé: "Nous sommes payés 438F par jour, alors que nous sommes la cheville ouvrière de la société. A la fin du mois, tu te retrouves avec 18.000F ou 20.000F. Pourtant, dès le début on nous a parlé de 55.000F".

De plus, au niveau de leurs conditions de travail, il était question de leur distribuer des bottes pour les protéger un peu des serpents qui sont légion dans les plantations d'hévéas. Pour les saigneurs d'hévéas, le patron lui-même avait vu la nécessité de leur donner des lunettes pour

qu'ils se protègent de la sève d'hévéa, très dangereuse pour les yeux. Sur le plan logement, le DG avait promis la construction d'une "cité" pour les travailleurs ainsi que des prêts immobiliers.

Mais un an après, la direction semble oublier toutes ses promesses et compte peut-être aussi sur un éventuel trou de mémoire des travailleurs. Elle ne peut pas comprendre que les conditions de vie et de travail rappellent constamment aux travailleurs que leur situation doit être améliorée rapidement.

Alors les travailleurs ont d'abord commencé par rappeler à plusieurs reprises à la direction les promesses non tenues. En vain! Celle-ci fait la sourde oreille, en espérant peut-être les avoir à l'usure. Mais c'est sans compter avec leur ténacité et leur combativité.

Finalement ce qui devait arriver arriva. La colère des travailleurs jusque-là retenue a fini par éclater, en immobilisant trois membres de la direction dans leur bureau pendant deux jours, en faisant fuir quelques cadres à San-Pédro et en égratignant passablement leurs villas.

L'intervention des forces de l'ordre a contenu momentanément la colère des travailleurs. Mais si la direction ne se décide pas à satisfaire leurs revendications qu'elle trouvait elle-même normales au départ, elle ne doit pas être surprise si les travailleurs reviennent à la charge. Elle n'aura alors fait que récolter ce qu'elle a semé.

L E U R S O C I E T E

LUTTER CONTRE LA TUBERCULOSE, C'EST LUTTER D'ABORD CONTRE LE CAPITALISME

A l'occasion de la 2ème journée mondiale de lutte contre la tuberculose, qui a récemment eu lieu, la presse rapporte qu'en Afrique noire, il y a "un tiers de sa population, soit environ 170 millions de personnes infectées par le bacille de Koch, responsable de la tuberculose (...) et 600 mille décès" (par an). Et le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique de l'Ouest a ajouté cette précision: "Avec 1,6 million de cas notifiés chaque année, l'Afrique est le 2ème continent le plus touché après l'Asie".

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, selon Fraternité-Matin, ce pays "connaît une progression annuelle du nombre de nouveaux cas de tuberculose de 10% en moyenne. Ainsi, le nombre de malades est passé de 9.563 en 1993 à 10.731 en 1994 et à 11.988 cas en 1995".

Ainsi, d'année en année, la tuberculose ne cesse de gagner du terrain dans les pays pauvres, alors que cette maladie a disparu depuis longtemps dans les pays riches. C'est que le développement de cette maladie est lié à la misère, comme le rappelle le représentant régional de l'OMS: "Les plus forts taux de prévalence sont enregistrés là où règnent la pauvreté et le surpeuplement".

Avec l'aggravation de la

crise économique, la pauvreté touche un nombre de plus en plus élevé d'êtres humains, condamne des milliards d'entre eux à vivre dans des conditions précaires, sans hygiène, etc. Ainsi par exemple, selon des chiffres officiels, près de 2 milliards d'hommes et de femmes sont privés de ce droit élémentaire qu'est la satisfaction de leurs besoins en eau potable.

La société capitaliste est ainsi organisée qu'elle accumule d'un côté des richesses fabuleuses pour une minorité de bourgeois et de l'autre la croissance de la misère dont souffre l'écrasante majorité de l'humanité.

C'est sur la croissance de cette misère que poussent et se développent des maladies comme la tuberculose qu'on peut d'ailleurs guérir à peu de frais. Mais dans cette société, on ne peut ni se faire soigner, ni satisfaire aucun de ses besoins élémentaires quand on est pauvre (et donc sans argent).

Pour lutter efficacement contre la tuberculose et d'autres maladies, il faut d'abord détruire le système capitalisme lui-même et mettre fin à la misère dans le monde.

L E U R S O C I E T E

DEPENSE POUR L'OPIUM DU PEUPLE

Les riches ne trouvent pas l'argent pour réhabiliter les hôpitaux et les dispensaires publics qui tombent en ruines; ils ne trouvent pas l'argent pour mener des campagnes de vaccination, sans mendier auprès des autres pays; ils ne trouvent pas l'argent pour amener l'eau potable dans les villages et même dans les quartiers des travailleurs en plein Abidjan. Pourtant les riches ne sont pas sans ignorer que la consommation d'eau des marigots et des puits est la principale cause de la mort de dizaines de milliers de personnes chaque année. Mais peu leur importe la souffrance des pauvres. ne disent-ils pas aux pauvres que c'est là la volonté de Dieu?

Tout ce qui importe aux riches, c'est l'argent qu'ils peuvent engranger en exploitant les pauvres. Et pour mener à bien cette exploitation, il leur faut aussi insuffler de la drogue dans la tête des pauvres pour qu'ils acceptent leur souffrance comme une loi divine. Ils espèrent ainsi que les pauvres ne se révolteront pas contre leur sort. C'est le rôle que les riches ont donné aux prêtres, aux pasteurs, aux imams et autres féticheurs. Quoiqu'ils puissent dire, leur vrai dieu à ces gens-là, ce sont les riches qui les financent.

Ni les riches, ni leur Etat ne trouvent pas d'argent pour réhabiliter les hôpitaux et les

dispensaires publics qui tombent en ruines; ils ne trouvent pas d'argent pour mener des campagnes de vaccination, sans mendier auprès des autres pays; ils ne trouvent pas d'argent pour amener l'eau potable dans les villages et même dans les quartiers des travailleurs en plein Abidjan. Pourtant la consommation d'eau des marigots et des puits est la principale cause de la mort de dizaines de milliers de personnes chaque année. Mais peu leur importe la souffrance des pauvres. ne disent-ils pas aux pauvres que c'est là la volonté de Dieu?

Mais par contre on a trouvé de quoi financer une nouvelle paroisse à Yopougon, dont la construction est estimée à 500 millions. Les pauvres continueront donc à mourir de causes faciles à éviter ou de maladies faciles à guérir. Mais il y aura une paroisse de plus et des curés pour prier pour leur âme.

Il est tellement plus facile de donner de l'espoir dans un autre monde à ceux qui n'ont aucun espoir dans celui-ci ! Il est tellement plus facile de promettre un paradis imaginaire, que d'assurer une vie correcte dans celui-ci. C'est le rôle que les riches ont donné aux prêtres, aux pasteurs, aux imams et autres féticheurs.

La religion est l'opium du peuple, avait dit le siècle

L E U R S O C I E T E

dernier un grand révolutionnaire. Mais que les riches se méfient : il arrive que malgré l'opium, les peuples s'éveillent, ne se contentent plus de promesses de vie future et se battent pour

leur droit de vivre, dignement, sur cette terre. Et alors, gare à ceux qui les maintiennent dans la misère, mais gare aussi à ceux qui leur empoisonnent l'esprit!

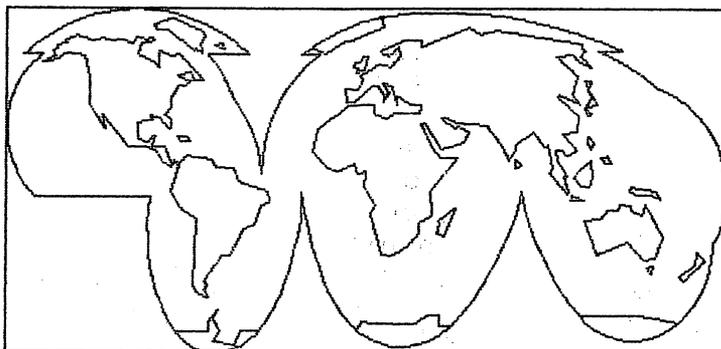
**POUR LES RICHES,
LA VIE D'UN PAUVRE N'A PAS DE VALEUR**

Un petit paysan dénommé Bruno Konan Yao est mort après 7 jours de détention dans un violon de la brigade de gendarmerie de Divo. La loi n'autorise pas la détention dans un violon de plus de 48h. Mais c'est connu, la loi n'est pas faite pour protéger les pauvres, mais pour protéger les riches contre les pauvres.

De plus ce paysan a été accusé à tort d'avoir volé 2 ignames. Il a été battu et laissé durant tout ce temps sans soin.

Si ce n'est pas là une société barbare, criminelle, c'est quoi?

Comme le disait Dibonan, Dieu est là pour pardonner tous leurs crimes. Ils peuvent toujours faire appel à leur Dieu autant que ça leur plaît de le faire. Ce qui est sûr, c'est qu'un jour viendra où les pauvres régleront leurs comptes à tous les riches. Ce jour-là leur dieu ne pourra rien faire pour les protéger contre la colère des pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS


UNISSONS-NOUS !

ZAIRE
MOBUTU-KABILA
BLANC BONNET BONNET BLANC

Le retour du dictateur Mobutu, le 21 mars dernier, n'a pas suffi à mettre fin à la décomposition de l'Etat zaïrois, surtout à la débandade de l'armée. Dans l'Est du pays, celle-ci est en déroute devant les troupes rebelles de Laurent Désiré Kabila. Après Goma, Kinsangani, Mbuji-Mayi vient de tomber entre les mains des partisans de ce dernier. Demain, ce sera peut-être le tour de Lubumbashi ou Kinshasa.

Alors les discussions qui viennent de commencer entre les deux camps en Afrique du Sud, sous l'égide de l'OUA et les puissances impérialistes telles que la France et les USA, vont-elles déboucher sur une solution négociée ou, fort de ses victoires militaires dans l'Est du pays, Kabila va aller jusqu'au bout au point de s'emparer du pouvoir tout seul? Nul ne peut le dire pour l'instant. Mais une chose est certaine : quelle que soit l'issue de cette lutte pour le pouvoir, il n'en sortira rien pour les masses pauvres zaïroises.

Evidemment, il n'y a pas lieu de plaindre une ordure comme Mobutu. S'il tombe demain, d'une façon ou d'une autre, ce sera tant mieux. Mais il n'a y a pas lieu non plus de se faire des illusions sur le chef des bandes rebelles.

Kabila était à l'origine un ancien partisan de Pierre Mulélé, le chef historique du Mouvement National Congolais qui, à la suite de la mort de Patrice

Lumumba, a mené une lutte de guérilla pendant un certain temps contre la dictature de Mobutu nouvellement imposée par les USA. Mais à la suite de la défaite militaire des Lumumbistes, Kabila a fondé en 1967 son propre parti, le Parti Révolutionnaire du Peuple, qui, à partir de ses bases arrières en Tanzanie et en Zambie, a pris le relais des maquis lumumbistes. Mais vers les années 80, l'ancien maquisard s'est trouvé une autre vocation : il est devenu un homme d'affaires, vivant de divers trafics entre la Tanzanie et l'Ouganda, notamment. C'est à la faveur de la chute du dictateur Habyarimana et du fait que, à cause des réfugiés, le conflit rwandais s'est trouvé transplanté au Zaïre que Kabila a émergé à la tête de nouvelles bandes armées appelées "Alliance des Forces Démocratiques Pour la Libération" (AFDL) et soutenues cette fois-ci par le nouveau pouvoir de Kigali acquis à l'impérialisme américain.

Hier comme aujourd'hui, l'objectif de Kabila n'est pas de s'en prendre au capitalisme, c'est-à-dire à l'ordre des riches. Le fait qu'il a pris les armes contre la dictature de Mobutu ne change rien en cela. L'expérience algérienne, angolaise, mozambicaine ou zimbabwéenne montre que bien de dirigeants nationalistes, qui prétendaient combattre ouvertement tel ou tel impérialisme au nom de leur peuple, ont tôt fait de

s'agenouiller devant l'ordre des riches dès qu'ils sont arrivés au pouvoir. Avec Kabila, ce sera pareil.

Sur ce que serait sa politique, s'il arrivait au pouvoir dans l'ensemble du pays, on en a déjà une idée aujourd'hui, car, le pouvoir il l'a déjà dans le tiers voire la moitié du pays. Et qu'est-ce qu'on voit dans cette région-là ? Rien de différent de ce que le dictateur Mobutu a appliqué depuis trente ans. En effet, dans les zones contrôlées par les troupes de Kabila, les riches continuent à s'en mettre plein les poches comme avant et le sort des déshérités ne connaît aucune amélioration. Kabila y respecte les engagements pris par le gouvernement de Mobutu. Ce sont les mêmes trusts et concessionnaires capitalistes qui y exploitent les richesses tant minières que forestières pour le grand bien de la bourgeoisie française, américaine, ou belge, comme avant. Au point que c'est d'un bon oeil que les dirigeants de ces trusts ou des pays impérialistes voient la manière dont les choses évoluent en faveur de Kabila et paraissent soulagés de l'arrivée de ses troupes un peu plus disciplinées que celles de Mobutu. Par ailleurs, même sur le plan des libertés démocratiques, Kabila agit exactement comme Mobutu aux heures fortes de la dictature du parti unique : dans toutes les zones tombées sous son contrôle, il a mis fin au peu de libertés démocratiques en interdisant tous les partis politiques, sauf évidemment le sien. C'est dire que les masses pauvres zairoises n'ont rien à attendre de Kabila. Pour elles, ce sera toujours la même exploitation, la même misère et les mêmes privations.

La seule leçon que l'on peut

retenir de la lutte actuelle pour le pouvoir entre le dictateur Mobutu et Laurent Kabila est le fait que celui-ci en peu de temps a démontré que ce ne sont pas avec le bla-bla de l'opposition et les manifestations organisées par celle-ci, ni des lois, ni des idées, même généreuses, qu'on peut combattre un pouvoir dictatorial, mais plutôt avec une force organisée, avec les armes à la main. Son parcours jette une lumière crue sur l'actualité des propos de Blanqui, un révolutionnaire du 19e siècle, qui disait : "Les armes et l'organisation : voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer a du pain!".

Mais au Zaïre, pour l'heure, qu'il soit entre les mains des soldats de Mobutu ou ceux de Kabila, le fer reste toujours au service des riches et d'une organisation économique et sociale basée sur l'exploitation et la misère des plus pauvres par une poignée de riches. Il en sera inévitablement ainsi jusqu'à ce que les prolétaires d'Afrique s'organisent, se constituent en force politique, mais une force politique agissant en fonction de leurs seuls intérêts de classe et visant le bouleversement de l'organisation sociale existante par l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste et la réorganisation de l'économie dans le but de satisfaire les besoins de tous.

La situation en Afrique, et pas seulement dans le seul Zaïre, est suffisamment explosive, tant à cause des régimes dictatoriaux, corrompus, pourris jusqu'à l'os, qu'en raison surtout de la misère

générale, pour qu'une force révolutionnaire prolétarienne ait des chances de grandir et puis de vaincre. Mais encore faut-il qu'elle existe. La faire naître, la faire grandir pour qu'elle soit reconnue au moins par une fraction des classes exploitées comme leur parti, voilà la tâche de l'heure.

Espérons que dans les luttes

multiformes que mènent les opprimés zairois et africains en général émergeront des militants qui défendront les intérêts des pauvres et jetteront le pont entre les idées des révolutionnaires du passé, comme Blanqui, et les combats futurs des exploités africains. Les intérêts de l'avenir en dépendent.

IL Y A 50 ANS, L'INSURRECTION MALGACHE

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 éclatait un soulèvement populaire héroïque contre la domination française. Cette "Rébellion" se termina par une répression sanglante faisant 100.000 à 200.000 morts dans la population selon certaines estimations. Les autorités coloniales françaises parlent de 80.000 tués auxquels s'ajoutent ceux qui sont morts de faim, de froid et de maladie au cours de leur fuite dans les forêts.

Les chefs de l'insurrection étaient torturés et battus. Les troupes coloniales venues en renfort depuis Djibouti ou depuis la France ont brûlé des villages soupçonnés avoir hébergé les "meneurs". Des milliers de personnes ont ainsi péri brûlées vives dans leurs maisons incendiées. Cette répression féroce dura jusqu'en décembre 1948.

Madagascar avait été conquis en 1896. Le général Galliéni proclamé gouverneur général de l'île a remplacé les gouverneurs Mérina de la reine Ranavalona par des chefs obéissant à la tutelle française. L'esclavage fut aboli et l'île "pacifiée". Un régime colonialiste draconien fut

instauré. C'est ainsi qu'un impôt direct fut imposé à tous pour obliger les gens à travailler dans le cadre du nouveau système économique.

En 1914 des dizaines de milliers de "volontaires" furent enrôlés dans la première guerre mondiale. Ceux qui étaient trop pauvres pour pouvoir s'acquitter des impôts devaient accomplir des sortes de travaux forcés dits de "prestations". Parfois ils devaient construire les routes dans des conditions abominables, mais souvent ils servaient de main d'oeuvre gratuite pour les concessions de terre attribuées aux Européens ou aux demi-Européens venant de l'île de la Réunion.

Dans les premières années de la deuxième guerre mondiale, les autorités coloniales étaient partisans du régime Vichyste de Pétain. Après intervention des Anglais dans la ville de Diégo-Suarez, l'administration fut remise dans les mains des Gaullistes. Ceux-ci réquisitionnèrent le riz pour faire participer l'île à l'effort de guerre. Cet aspect du pillage colonial, s'ajoutant

aux pénuries notamment en cotonnades manufacturées et plus généralement à la désorganisation, provoqua rapidement un profond sentiment de mécontentement et de colère. Ce mécontentement existait d'ailleurs dans tous les pays colonisés par les puissances européennes.

C'est en quelque sorte pour aménager la façon de coloniser que De Gaulle prononça son fameux discours à la conférence de Brazzaville. Certains intellectuels et notables malgaches ont été sensibles à ce nouveau langage. Ils ont saisi cette occasion pour construire le MDRM (Mouvement de la Rénovation Malgache).

Le programme du MDRM n'avait rien de particulièrement radical. Il revendiquait un "Etat libre dans l'Union Française". Madagascar a été décrété "Territoire d'Outre-Mer" et ses habitants étaient devenus des "Sujets français".

Aux élections pour l'Assemblée Nationale, le MDRM a eu trois députés: Raseta, Ravoahangy, Rabemananjara.

Seulement quand l'insurrection de 1947 a éclaté, le gouvernement français exigea que les députés et les dirigeants du MDRM condamnent ouvertement la population révoltée. Devant leur refus, les trois députés furent arrêtés et le MDRM considéré comme responsable de tout. 30.000 de ses membres furent arrêtés et même torturés. Le parti fut dissous. Le gouvernement français savait bien qu'il n'avait rien à craindre de ce parti mais en organisant une répression impitoyable et aveugle, il voulait surtout terroriser la population et briser toute résistance. Il y réussit car l'ordre colonial fut rétabli

jusqu'en 1960, date de l'indépendance. Tsiranana, un fidèle de la France fut placé à la tête du pays.

La colonisation directe avait pris fin et c'est tant mieux. Car être dirigés par une métropole située à 8.000 km représente une humiliation qui bafoue la dignité humaine.

Mais Madagascar est indépendant depuis trente sept ans. On peut en faire le bilan. Les classes exploitées le sont restées et leur vie n'est en rien meilleure qu'au temps colonial. Le pays est aussi dépendant du marché mondial, c'est-à-dire du système impérialiste, même si la forme de dépendance a changé. L'avenir prévisible est un avenir de misère.

Pourtant Madagascar a subi toutes sortes de régimes, de la servilité quasi coloniale d'un Tsiranana au "progressisme" de Ratsiraka. Les hommes politiques qui se sont succédé à la tête du pays reflètent les aspirations de la bourgeoisie nationale. Tantôt ils veulent séduire les banquiers et les trusts qui sont maîtres de l'économie mondiale en espérant de plus grandes faveurs de leur part, tantôt ils veulent que le carcan impérialiste se desserre un peu afin qu'une partie plus grande du surproduit social détourné par celui-ci leur revienne.

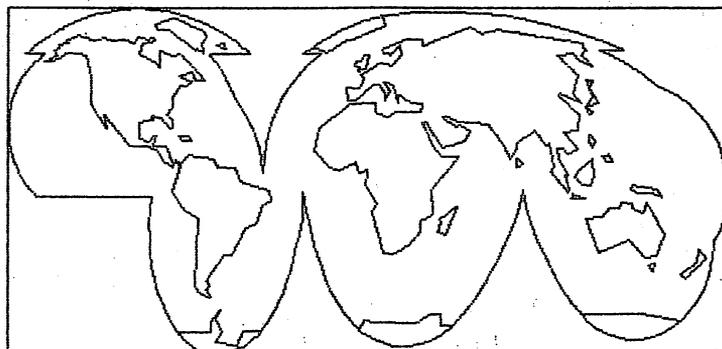
Les uns comme les autres voudraient que les travailleurs et les masses pauvres s'unissent avec les classes riches pour lutter tous ensemble pour une soi-disant "voie nationale pour le développement". Ils cherchent à tromper les exploités.

Les intérêts des prolétaires malgaches ne sont

pas différents de ceux des autres pays pauvres. Leur énergie, leur imagination pourrait être mise au service de leurs propres intérêts de classe. En engageant le combat dans cette direction, les prolétaires d'un pays pauvre pourraient jouer un rôle déterminant dans le réveil du mouvement ouvrier de pays plus

riches. L'avenir, c'est certainement la collaboration et l'entente des uns avec les autres. C'est d'une telle union fraternelle que viendra la victoire des travailleurs et la fin de l'impérialisme. Mais qui pourrait deviner "quelle sera l'étincelle dont jaillira la flamme" ?

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.